



PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE

Annecy, le 15 février 2016

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF : PAIC/MA/RB

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,

Arrêté n° PAIC – 2016 - 0008

de mise en demeure de la SARL RANNARD Frères, exploitant une carrière située au lieu-dit « La Plantaz » sur la commune de CLARAFOND.

VU le Code de l'environnement et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, R.516-1 et R.516-2-V ;

VU l'article R.516-1 du code de l'environnement qui dispose que « *Les installations dont la mise en activité est subordonnée à l'existence de garanties financières et dont le changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale sont [...] 2° Les carrières. [...] La demande d'autorisation de changement d'exploitant, à laquelle sont annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières est adressée au préfet.* »

VU l'article R.516-2-V du code de l'environnement qui dispose que « *Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans et doivent être renouvelées au moins trois mois avant leur échéance.* »

VU le décret n° 2004.374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

VU le décret du 12 juillet 2012 portant nomination de monsieur Georges-François LECLERC, préfet, en qualité de préfet de la Haute-Savoie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-213 du 23 janvier 2005 portant autorisation d'exploiter une carrière située sur le territoire de la commune de CLARAFOND », au lieu-dit « La Plantaz » par la SARL BURNIER ;

VU l'article 11 III de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière qui dispose qu' « *un réseau approprié de mesures de retombées de poussières dans l'environnement est mis en place. Le nombre et l'emplacement des points de mesure devront être soumis à l'avis de l'inspecteur des installations classées ;*

VU l'article 14.4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière qui dispose que « *l'exploitant doit faire réaliser tous les deux ans, à ses frais, une mesure des niveaux d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées* » ;

VU l'annexe à l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 qui dispose que « *pour la période 3 : décembre 2014-décembre 2019* » le montant des garanties financières est C= 21 388 euros TTC ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 14 décembre 2015 transmis à l'exploitant par courrier recommandé en date du 14 décembre 2015 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 10 novembre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :

- l'arrêté d'autorisation de la carrière n° 2005-213 du 23 janvier 2005 a été délivré à la SARL BURNIER, dont le numéro SIRET est différent de celui de la SARL RANNARD Frères qui exploite actuellement la carrière et qu'il s'agit dès lors d'un changement d'exploitant, qui n'a pas été autorisé ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article R.516-1 du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 10 novembre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté le fait suivant :

- l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un acte de cautionnement en cours de validité ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 516-2-V du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 10 novembre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a jamais réalisé de mesures de retombées de poussières ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 11 III de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière ;

CONSIDERANT que lors de la visite en date du 10 novembre 2015, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que l'exploitant n'a jamais réalisé de mesures de bruit dans l'environnement ;

CONSIDERANT que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 14-4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière ;

CONSIDERANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Rannard Frères de respecter les prescriptions des articles R516-1, R516-2-V du code de l'environnement et les articles 11 III et 14-4 de l'arrêté préfectoral susvisé du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1 .

La SARL RANNARD Frères exploitant une carrière au lieu-dit « La Plantaz » sur la commune de CLARAFOND est mise en demeure de respecter les dispositions :

- des articles R516-1, R516-2-V du code de l'environnement
- en déposant en préfecture une demande de changement d'exploitant ;
- en fournissant l'acte de cautionnement ou un engagement d'un organisme bancaire ou d'assurance à délivrer cet acte après le changement d'exploitant.

dans un **délai de 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

- et des articles 11 III et 14-4 de l'arrêté préfectoral du 26 janvier 2005 d'autorisation de la carrière,

en procédant à des mesures de retombées de poussières et des niveaux de bruit dans l'environnement dans un **délai de 6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3

le présent arrêté sera notifié à la SARL RANNARD Frères et publié au recueil des actes administratifs du département.

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente ; à savoir le tribunal administratif de Grenoble dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 4

Monsieur le secrétaire général de la préfecture et madame la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée à monsieur le Maire de la commune de CLARAFOND.

Pour ampliation,
Pour le préfet,
Le chef de Pôle

Mickèle ASSOUS

Le Préfet,
Signé

Georges-François LECLERC

